

PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Convaincue de l'importance du reporting public pays par pays, j'ai défendu sa mise en place en déposant des amendements dans la loi Sapin II. Si nous n'avons pas réussi à imposer ce reporting, nous avons obtenu d'importantes avancées en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale durant ce mandat.

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

J'ai défendu plusieurs mesures visant à renforcer la justice fiscale. J'ai co-signé un amendement introduisant la dégressivité de la CSG. Adopté par le Parlement, le dispositif a été censuré par le Conseil constitutionnel.

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input checked="" type="radio"/>
Commentaires : J'ai oeuvré à plusieurs reprises que les moyens du développement et de la coopération soient augmentés. Il faut maintenant s'assurer qu'ils soient honorés et réalisés avant une autre augmentation.	

PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Pour lutter contre la fraude fiscale, j'ai voté l'augmentation du Fond de Solidarité de 10 % en 2014 et l'augmentation du taux de la taxe sur les transactions financières nationales de 0,3%, j'ai défendu à plusieurs reprises une augmentat° de 0,6% ainsi que l'élargissement aux transactions "intraday" réalisées en Haute Fréquence mais refusée par Bercy.	

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

D'accord sur le principe mais les orientations de l'AFD ne sont pas du ressort parlementaire

PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Je suis favorable à une réorientation de la fiscalité énergétique et je soutiens les objectifs en matière de transition énergétique

PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Même si les agrocarburants sont une alternative à l'utilisation de carburants d'origine fossile, attention à ne pas finaliser le secteur agricole qui n'en a pas besoin en ce moment -

PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Ce n'est pas du ressort du député mais c'est une proposition que je soutiendrais car le dérèglement climatique dans les pays du sud est un enjeu majeur

PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Il faut trouver le juste équilibre entre une lutte raisonnée contre les dérèglements climatiques et l'impérieuse nécessité d'assurer la sécurité alimentaire -

PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Je me suis engagée en faveur de l'agroécologie dans la loi d'avenir de l'agriculture mais je ne peux pas m'engager en ce qui concerne les niveaux européens et internationaux.

PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Je suis profondément attachée au droit d'asile. Il ne peut se faire sans une vision européenne et sans une harmonisation plus poussée des politiques du droit d'asile de chacun des pays. Je souhaite une révision des Accords de Dublin.	

PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Je suis pour une Europe souveraine qui assume ses responsabilités sur le plan sécuritaire et migratoire. L'Europe doit pouvoir contrôler et sécuriser ses frontières extérieures, savoir qui entre sur son territoire, condition d'ailleurs nécessaire pour mieux accueillir et protéger les demandeurs d'asile.	

PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

le groupe parlementaire RRD P auquel j'appartiens a déposé puis contribué à l'adoption de la loi sur le devoir de vigilance des entreprises multinationales.

PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

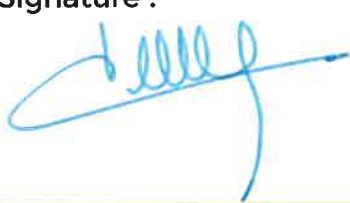
Je suis favorable à la lutte contre la concurrence déloyale et les abus de pouvoir. Il faut légiférer au niveau européen et agir dans ce sens.

PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Plus que jamais les droits des femmes doivent être respectés.	

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.	
Nom : DU POÏÉ	Date : 4/05/2017
Prénom : Jeanine	Signature : 
Département : Hautes-Pyrénées 2ème circonscription	